

\*1.46GM.0\*

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
Demande déposée le 31/01/2024	N° PC 76178 24 M0003
Complétée le 27/02/2024	Surfaces de plancher : 66,5 m <sup>2</sup>
Par : Monsieur Jessy ABRAHAM	Nbr de bâtiments :
Demeurant : 143 BOULEVARD CHAVE 13005 MARSEILLE	Nbr de logements créés : 1
Représenté(e) par :	Nbr de logements démolis :
Pour : Construction maison individuelle	Destination(s) : Habitation
Sur un terrain sis : Rue de la Pierre aux Pages 76410 Cléon Parcelle(s) cadastrée(s) AB346	

**Le Maire de Cléon**

Vu la demande de Permis de Construire Maison Individuelle n° PC 76178 24 M0003 susvisée,  
Vu l'affichage de l'avis de dépôt effectué en mairie le 19/02/2024,  
Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Rouen Normandie approuvé le 13/02/2020 et dernière modification en date du 06/02/2023,  
Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone UBA1,  
Vu le Certificat d'Urbanisme N° 76178 23 M0019 accordé le 21/06/2023,  
Vu l'avis favorable avec prescription(s) de la Direction de l'Assainissement - Métropole-Rouen-Normandie en date du 14/03/2024,  
Vu l'avis Favorable de la Direction de l'Eau - Métropole-Rouen-Normandie en date du 14/03/2024,  
Vu l'avis Favorable de la Direction de l'Eau - Défense Extérieure Contre l'Incendie - de la Métropole-Rouen-Normandie en date du 04/03/2024,  
Vu l'avis Réponse PLATAU hors délai d'ENEDIS ARE NORMANDIE en date du 22/03/2024,  
Vu l'avis Favorable assorti d'une ou plusieurs prescriptions du Pôle de Proximité Val de Seine - Service Voirie & Déchets - Métropole-Rouen-Normandie en date du 19/03/2024,,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-après.

**ARTICLE 2** : Les prescriptions émises par la Direction de l'Eau Défense Extérieure Contre l'Incendie Métropole Rouen Normandie devront être strictement respectées :

- L'aménagement des voies d'accès doit être conforme au RDDECI en vigueur (Cf pages 59 à 63 du RDDECI du 28/04/2022) ;
- Au-delà du niveau de risque couvert par cet avis, aucun autre projet ne pourra être autorisé sans une amélioration de la couverture DECI ou/et la diminution du niveau de risque du projet par l'usage ou sa conception.

**ARTICLE 3** : Les prescriptions émises par le Pôle de Proximité Val de Seine Service Voirie et Déchets de la Métropole Rouen Normandie devront être strictement respectées :

- Le projet nécessite la création de surbaissé de trottoir à la charge du pétitionnaire. Une demande devra être adressée par l'usager à la Métropole, un devis lui sera transmis pour « bon pour accord » afin que les travaux soient réalisés par la Métropole et facturés à ce dernier ;
- Les coffrets des concessionnaires et la boîte aux lettres doivent être installés en bordure du domaine public. Le numéro de voirie doit être visible depuis le domaine public.

**ARTICLE 4 :** La prescription émise par la Direction de l'Eau Métropole Rouen Normandie devra être strictement respectée :

- Le pétitionnaire devra faire parvenir un plan indiquant le point de raccordement au réseau d'eau potable.

**ARTICLE 5 :** Les prescriptions émises par la Direction de l'Assainissement Métropole Rouen Normandie devront être strictement respectées :

- Le pétitionnaire devra faire parvenir un plan masse indiquant le point de raccordement au réseau d'eaux usées ;
- Le pétitionnaire devra faire parvenir un plan masse indiquant son dispositif de gestion des eaux pluviales ;
- Les eaux pluviales seront gérées entièrement en infiltration sur la parcelle ;
- Le demandeur devra faire effectuer une étude, par un bureau spécialisé, relative au dimensionnement du dispositif d'infiltration calculé en fonction de la perméabilité des sols de la parcelle sur la base d'un orage centennal ;
- Le récupérateur d'eau ne doit pas être pris en compte dans le calcul du dimensionnement du système de gestion des eaux pluviales.

Fait à Cléon, le 27 Mars 2024

La 3ème adjointe chargée de la politique de la ville, des finances et de l'aménagement urbain,



Mélanie DELACOUR

*La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.*

### INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

#### DROIT DES TIERS

La présente décision vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé.

Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions du droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la décision respecte les règles d'urbanisme.

#### VALIDITE (Article R 424-17 du Code de l'Urbanisme)

La présente décision est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

Sa prorogation pour une année peut être demandée deux fois. Cette demande devra être effectuée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

En cas de recours contre la décision, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

#### PROCEDURE CONTRADICTOIRE

A compter de la délivrance de l'autorisation, un délai de trois mois doit être observé en cas de retrait de ladite autorisation réalisée suite à une procédure contradictoire.

#### DEBUT DES TRAVAUX

Sauf précision contraire, le bénéficiaire de la décision peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire, en trois exemplaires, la déclaration d'ouverture de chantier jointe,
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier et au minimum deux mois, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet.

La présente décision n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire de la décision au plus tard quinze jours après le dépôt du recours,
- Dans le délai de trois mois après la date de la présente décision, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire de la décision et de lui permettre de répondre à ses observations.

#### AFFICHAGE

Mention de la décision doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en Mairie pendant deux mois.

Le panneau d'affichage doit être conforme aux prescriptions des articles A424-15 à A424-19 du code de l'urbanisme et comprendre notamment les mentions suivantes relatives au droit de recours :

- Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (Article R.600-2 du Code de l'Urbanisme),
- Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit à peine d'irrecevabilité être notifié à l'auteur de la décision et à son bénéficiaire. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (Article R.600-1 du Code de l'Urbanisme).

Le panneau indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro de l'autorisation, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

#### DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le bénéficiaire de la décision qui désire contester cette décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois, le silence du Maire vaut rejet implicite).

#### ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES (article L242-1 du code des assurances)

Elle doit être souscrite par le bénéficiaire de la décision dès le début des travaux.

A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.